



Covid-19 : conséquences stratégiques pour l'UE et le Sud de la Méditerranée

La pandémie du Covid-19 a entraîné une crise sanitaire et économique pour l'Union européenne (UE) et fait cesser, temporairement, les mouvements sociaux au Proche-Orient et au Maghreb.

Olivier de France et Didier Billion, chercheurs à l'Institut de relations internationales (IRIS), l'ont expliqué au cours d'une visioconférence organisée, le 15 septembre 2020 à Paris, par l'IRIS.

L'Union européenne. Outre son rôle commercial, l'UE va devoir construire son propre modèle et devenir un acteur géopolitique, estime Olivier de France. Ses membres sont déjà parvenus à se mettre d'accord sur un budget commun. Leurs approches diverses lui permettent de comprendre les événements différemment, en vue de créer une valeur ajoutée. Il s'agit d'enclencher une dynamique pour réduire sa dépendance militaire et technologique à l'égard des Etats-Unis et sa

dépendance sanitaire vis-à-vis de la Chine. Auparavant, elle va devoir traiter les conséquences stratégiques du « Brexit ». Ce dernier va toucher directement la population britannique par le chômage et les faillites d'entreprises, au-delà des lourdes pertes de points de produit intérieur brut au niveau national. Les conservateurs britanniques espèrent que ces perspectives seront occultées par les conséquences de la pandémie du Covid-19. S'appuyant sur le droit international, l'UE doit négocier avec un Etat qui « détricote » l'accord de sortie, qu'il a signé un an auparavant. Cette recherche de l'intérêt à court terme discrédite la parole de la Couronne britannique, souligne Olivier de France. Désormais, l'UE se trouve face à deux capitalismes : l'un, « populiste » incarné par Londres et l'administration Trump à Washington, l'autre, « autoritariste » par Pékin. L'UE va devoir définir et défendre ses propres intérêts et non plus réagir en fonction de ce que dit Londres, Washington ou Pékin. Elle ne présente pas encore d'approche commune dans la gestion des relations internationales. Ainsi, le différend chronique, qui oppose la Grèce et la Turquie en mer Egée, ne devrait pas déboucher sur un affrontement militaire, mais des incidents sont à craindre. Face à Ankara, Paris choisit le rapport de force par l'envoi d'avions et de navires militaires, tandis que Berlin préconise la négociation. La présence d'une importante communauté turque en Allemagne n'y est sans doute pas étrangère. Par ailleurs, la guerre des prix du pétrole entre l'Arabie saoudite et la Russie ne le remet pas en question, car 93 % de la consommation mondiale en énergie est constituée de produits fossiles, précise Olivier de France.

Le Sud de la Méditerranée. Suite tardive du printemps arabe de 2011, mouvements sociaux et revendications des processus démocratiques se sont déclenchés au Soudan, en Algérie et au Liban en 2020, rappelle Didier Billion. Le Covid-19 les a interrompus, mais ils peuvent resurgir. Selon les chiffres officiels et en raison de la jeunesse de leur population, le nombre de contaminations par million d'habitants reste inférieur à ceux d'Amérique latine et d'Europe occidentale. Le Covid-19 a plus touché l'Iran, déjà affaibli par les sanctions économiques américaines. La forte abstention aux élections législatives de 2020 a provoqué une poussée conservatrice. Par ailleurs, l'accord entre Israël, Bahreïn et les Emirats arabes unis, signé le 15 septembre à Washington, reconfigure le Moyen-Orient. Selon Didier Billion, il favorise la politique d'annexion d'Israël et complète le plan Trump, conçu pour être refusé par les Palestiniens, qui se trouvent encore plus isolés.

Loïc Salmon

Covid-19 : conséquences stratégiques en Asie

Grande-Bretagne : sécurité et défense après le « Brexit »

Iran : Covid-19, sanctions américaines et ambiguïtés sur le nucléaire militaire